

U4 HELPDESK ANSWER 2024 : 48

Les impacts de la corruption sur les femmes et leur rôle dans la prévention de la corruption

Matthew Jenkins (TI)

Examiné par

Monica Kirya (U4)

Cette réponse du Helpdesk examine l'impact genré de la corruption et le rôle des femmes dans la prévention la corruption, dans quatre domaines importants mentionnés dans une récente résolution de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies contre la corruption intitulée *Addressing the Societal Impacts of Corruption* (2023) (*Traiter les impacts sociétaux de la corruption*) :

- l'accès à des services de santé de qualité et abordables
- les formes sexuelles de corruption
- un accès équitable à la justice
- une participation significative aux processus décisionnels et à la vie publique

Cette analyse documentaire montre de manière irréfutable que la corruption restreint la participation des femmes à la vie publique, économique et politique, limitant ainsi leur influence sur la prise de décision. Toutefois, dans les quatre domaines examinés, un nombre croissant d'études démontrent les multiples façons dont les femmes apportent une contribution décisive aux efforts de prévention de la corruption.

Les réponses du Helpdesk sont des rapports de recherche sur mesure rédigés en dix jours ouvrables. Le Helpdesk U4 est un service de recherche gratuit géré en collaboration avec Transparency International.

tihelpdesk@transparency.org



Publié

30 août 2024

Mots clés

femmes - genre - services de santé - corruption sexuelle - accès à la justice - participation politique

Lecture connexe de l'U4

[Corruption et égalité des sexes : résumé des recherches existantes](#)

[La corruption sexuelle est un abus de pouvoir - et elle ne se limite pas à la "sextorsion".](#)

Mise en garde

La corruption a des effets vastes et complexes sur les femmes dans différents secteurs, lieux, tranches d'âge et autres variables. Une évaluation complète de l'impact de la corruption sur les femmes et de leur rôle potentiel dans la prévention de la corruption dépasse donc le cadre de cette réponse du service d'assistance.

Au lieu de cela, le document se limite à l'examen de l'impact genré de la corruption dans quatre domaines importants explicitement mentionnés dans une résolution récente de la Conférence des États parties à la Convention des Nations unies contre la corruption intitulée *Addressing the Societal Impacts of Corruption (2023) (Traiter les impacts sociétaux de la corruption)* :

- l'accès à des services de santé de qualité et abordables
- les formes sexuelles de corruption
- un accès équitable à la justice
- une participation significative aux processus décisionnels et à la vie publique

En outre, cette réponse du Helpdesk reconnaît la contribution de l'étude très complète de l'ONUDC de 2020, *Time is Now : Addressing the Gender Dimensions of Corruption*. De ce fait, nous donnons la priorité à une évaluation de la littérature publiée depuis 2020 dans ces quatre domaines, afin d'éviter de dupliquer le matériel existant.

The Helpdesk Answer s'inspire de publications antérieures du même auteur (Bullock et Jenkins 2020 ; McDonald et Jenkins 2021).

Demande de renseignements

Veuillez donner un aperçu des effets de la corruption sur les hommes et les femmes et du rôle des femmes dans la prévention de la corruption.

Points essentiels

- Les normes genrées sont importantes en ce qui concerne l'expérience de la corruption vécue par les femmes lorsqu'elles accèdent aux services publics. La corruption entrave l'accès des femmes à des services de santé de qualité, dont elles sont généralement plus dépendantes en raison d'une combinaison de normes sociales et de leurs besoins en matière de santé reproductive.
- Les effets les plus visibles de la corruption sur les femmes se produisent généralement au point de prestation des services, là où les prestataires et les utilisateurs interagissent et où des demandes de pots-de-vin ou d'autres actes illicites sont formulées. Néanmoins, des formes moins visibles de corruption de la part d'administrateurs de niveau intermédiaire et de hauts fonctionnaires peuvent avoir des effets tout aussi perniciox sur l'accès des femmes aux soins de santé.
- Les inégalités matérielles entre les sexes, telles que le fait que les femmes possèdent généralement moins d'actifs financiers - ou les contrôlent moins - peuvent les rendre moins aptes à payer des pots-de-vin. Au cours des vingt dernières années, des recherches ont permis de découvrir comment des personnes corrompues en position d'autorité extorquent des actes sexuels en échange de biens ou de services auxquels la personne ciblée a droit, un phénomène communément appelé "sextorsion".
- Les travaux récents de Bjarnegård et al. (2024a) ont cherché à élargir la compréhension de la corruption sexuelle au-delà d'une vision étroite de la "sextorsion" pour englober également les situations dans lesquelles des personnes investies d'une autorité demandent ou acceptent des actes sexuels en échange de l'octroi de privilèges injustifiés.
- Les tentatives d'évaluation de l'ampleur de la corruption sexuelle par le biais d'enquêtes représentatives ont révélé qu'il s'agit d'une pratique largement répandue dans le monde.
- Lorsque le versement de pots-de-vin au personnel judiciaire ou administratif devient une condition préalable à l'accès au système judiciaire, l'accès et le contrôle relativement plus faibles des femmes sur les ressources financières signifient qu'elles sont plus souvent privées de justice que les hommes. L'inégalité entre les sexes peut être particulièrement marquée lorsque les procédures judiciaires portent sur des biens, tandis que la corruption des institutions judiciaires formelles peut pousser les femmes à se tourner vers des mécanismes de justice informels.
- Bien qu'elles souffrent de manière disproportionnée de l'impact genré de la corruption, les données émergentes indiquent que les femmes semblent moins enclines que les hommes à signaler les cas de corruption. Les inégalités entre les sexes expliquent probablement ce phénomène, notamment la perception bien fondée de préjugés sexistes dans le traitement des affaires de corruption, le manque de ressources financières des femmes et leur peur plus grande des représailles et d'être de nouveau victime.
- Dans les systèmes où le recrutement politique n'est pas contrôlé par des systèmes de patronage dominés par les hommes, les femmes ont plus de chances d'accéder à des fonctions électives. Une fois qu'elles sont élues, il existe des preuves empiriques solides montrant que les femmes sont incitées à et capables de disloquer les réseaux qui perpétuent la corruption politique.
- Si une proportion plus élevée de femmes élues est corrélée à des niveaux de corruption plus faibles, il existe des théories concurrentes pour expliquer ce phénomène, notamment leur marginalisation des réseaux d'élite dominés par les hommes et leur plus grande préoccupation pour le bon fonctionnement des services publics.

Contenu

Impact de la corruption sur la capacité des filles et des femmes à accéder à des services de santé de qualité et abordables	5
Impact de la corruption sur l'accès des femmes aux services de santé	5
Rôle des femmes dans la prévention de la corruption dans le secteur de la santé	10
Corruption sexuelle	11
Impact de la corruption sexuelle sur les femmes	11
Le rôle des femmes dans la prévention de la corruption sexuelle	14
Impact de la corruption sur l'accès des femmes à la justice	16
Impact de la corruption sur l'accès des femmes à la justice	16
Rôle joué par les femmes pour limiter l'impact de la corruption dans le secteur de la justice	19
Participation des femmes au gouvernement et à l'élaboration de mesures politiques	20
Impact de la corruption sur la participation politique des femmes	20
Rôle de la participation politique des femmes dans la prévention et la réduction de la corruption	22
Références	25

Impact de la corruption sur la capacité des filles et des femmes à accéder à des services de santé de qualité et abordables

Impact de la corruption sur l'accès des femmes aux services de santé

Taux de contact et de corruption des femmes avec les services de santé

La socialisation genrée et les normes sociétales ont une incidence sur l'expérience vécue de la corruption par les femmes lorsqu'elles accèdent aux services de santé. En raison des rôles stéréotypés des hommes et des femmes, les femmes assument en moyenne une plus grande responsabilité en tant que principales dispensatrices de soins aux enfants et aux personnes âgées (Eagly et Wood 2016). En outre, en raison de leurs besoins spécifiques, en particulier pendant leurs années fertiles, et du fait que certains problèmes de santé affectent les femmes de manière disproportionnée ou exclusive (Habib et al. 2021), elles peuvent interagir avec les prestataires de soins de santé plus souvent que les hommes (Devrim 2021 ; Nawaz et Chêne 2009 ; Sen et al. 2007). Une étude menée au Nicaragua a révélé que les femmes représentaient près des deux tiers des patients dans les établissements de santé publique (Transparency International 2014). En raison de leur statut socio-économique et de leur position de dispensatrice de soin au sein du foyer, les femmes ont tendance à interagir davantage avec les services de santé publique et à s'en remettre davantage à eux (UNODC 2020 : 20).

En raison de ce taux de contact plus élevé avec les services de santé - et de l'éventail de normes sociales et de facteurs biologiques qui le sous-tendent - les femmes peuvent être plus exposées que les hommes à la corruption dans les soins de santé (Bauhr et Charron 2020 ; Transparency International 2010). Les données d'une enquête régionale sur les ménages en Amérique latine et dans les Caraïbes indiquent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de payer des pots-de-vin pour accéder aux services de santé (Transparency International 2019a). De même, une enquête menée au niveau national au Pérou a révélé que si, en général, les femmes payaient moins de pots-de-vin que les hommes, ce n'était pas le cas dans le secteur de la santé, où les femmes étaient plus susceptibles de déclarer avoir payé un pot-de-vin (Proetica 2017). Des recherches plus récentes menées en République démocratique du Congo ont montré que les femmes étaient plus susceptibles que les hommes (42% contre

36%) de déclarer que le risque d'être confronté à la corruption lors de l'accès aux services de santé était " très élevé " (Bergin 2024 : 44-47).

Pour compliquer ce tableau, les données du 9^e cycle des enquêtes Afrobaromètre (2024) ont révélé que dans les 39 pays couverts, les femmes étaient légèrement moins susceptibles de déclarer avoir payé un pot-de-vin pour accéder aux soins médicaux que les hommes (19,9 % contre 21,8 %). Ouedraogo et al. (2024) se sont appuyés sur les données du 8^e cycle d'enquête de l'Afrobaromètre pour étudier la relation entre le paiement de pots-de-vin dans le secteur de la santé et l'accès aux services de santé. Ils ont constaté que les différences entre les hommes et les femmes étaient minimales : la corruption dans le secteur de la santé est associée à un manque d'accès aux soins pour les hommes comme pour les femmes. En fait, les femmes vivant dans des régions infranationales où l'incidence de la corruption dans le secteur de la santé est élevée étaient légèrement moins susceptibles que les hommes de déclarer qu'elles n'avaient pas eu accès aux soins de santé à plusieurs reprises¹ (Ouedraogo et al. 2024).

Une autre étude sur l'impact genré de la corruption en Albanie a révélé que si les hommes et les femmes étaient tout aussi susceptibles de se voir demander un pot-de-vin pour accéder aux services de santé, ces demandes peuvent être plus préjudiciables pour les femmes et en particulier pour les mères célibataires, car l'écart salarial entre les hommes et les femmes et le manque de services de garde d'enfants adéquats signifient qu'elles sont généralement plus pauvres que les hommes (Devrim 2021 : 25). En outre, il convient de noter que ce sont principalement les femmes qui assument la charge des soins non rémunérés lorsque leur famille n'a pas accès aux soins de santé (Transparency International Zimbabwe 2020 : 29).

Risques de corruption genrés dans les services de santé

Au-delà de la simple fréquence de paiements de pots-de-vin pour accéder aux services de santé, certains éléments indiquent que les femmes peuvent être particulièrement exposées lorsque d'autres formes de corruption deviennent endémiques dans les systèmes de santé, en raison des inégalités socio-économiques sous-jacentes et de la dynamique du pouvoir entre les hommes et les femmes (Devrim 2021).

Au niveau de la prestation de services, Sen et al. (2007) observent que les femmes hospitalisées ou dans un état physique précaire ont plus de mal que les hommes à s'opposer à des pratiques de corruption prédatrices telles que la surfacturation. Une étude récente menée à Madagascar, par exemple, a révélé un risque élevé de surfacturation des pilules et des implants contraceptifs par les prestataires de soins de santé lors de la consultation des services de planification familiale (Bergin 2024 : 31). Cela rejoint des études antérieures qui ont montré que les usagers des services cliniques du Kenya se voyaient facturer des frais plus élevés que les prix officiels pour les pilules contraceptives orales (Tumlinson et al. 2013). Les asymétries d'information entre les patientes et les prestataires de santé concernant la nécessité de certaines procédures et les coûts associés peuvent accroître le risque de ce type de

¹ Les auteurs supposent que cela pourrait être dû à des programmes de santé spécifiques ciblant les femmes et les filles, mis en œuvre par les gouvernements, les organisations internationales et les ONG.

corruption au point de prestation de services (Camacho 2023 ; Devrim 2021 : 10). Certains groupes de population, comme les femmes âgées, les femmes vivant dans les zones rurales ou les femmes handicapées, peuvent être particulièrement affectés par des attitudes discriminatoires à l'égard des rôles de genre et par le manque d'information (Devrim 2021 : 18).

En outre, certains types de soins spécialisés présentent des risques spécifiques, notamment en ce qui concerne la santé sexuelle et reproductive des femmes. Une récente revue de la littérature a conclu que la corruption détourne des fonds des soins de santé obstétrique et détériore la qualité des services maternels et périnataux (Camacho 2023). Une enquête à grande échelle menée à Madagascar auprès de plus de 4 500 personnes a identifié l'accouchement comme un domaine à haut risque de corruption, sous la forme d'honoraires illicites demandés par les sage-femmes et de césariennes inutiles (Bergin 2024 : 31). Il existe également des preuves, notamment en Hongrie et en Albanie, de femmes qui viennent d'accoucher et qui sont contraintes de payer un pot-de-vin pour voir leur bébé ou pour s'assurer de la présence d'un médecin pendant l'accouchement (Devrim 2021 : 26-27 ; Kremmer 2020 : 26 ; Rheinbay et Chêne 2016). Une étude de Stepurko et al. (2015) a suggéré qu'à l'époque, en Ukraine, 50 % des femmes accouchant dans des établissements institutionnels ont déclaré avoir effectué des paiements informels aux travailleurs de la santé. Une étude de la Fédération kenyane des femmes juristes (2007) a révélé que les femmes incapables de payer des frais non officiels pour des méthodes de planification familiale étaient souvent complètement ignorées par le personnel médical.

En outre, ces types de paiements informels peuvent dissuader les mères à faible revenu d'accoucher dans les hôpitaux, mettant ainsi des vies en danger (Camacho 2023). Au Kenya, par exemple, les frais et l'obligation pour les mères d'acheter du matériel de base tel que des gants et des désinfectants à utiliser pendant l'accouchement signifiaient que les femmes qui ne pouvaient pas se permettre ces articles couraient un risque plus élevé (Pandolfelli et Shandra 2013 ; Sommer 2019). Il n'est peut-être pas surprenant que plusieurs études quantitatives aient mis en évidence une corrélation entre la corruption et le taux de mortalité infantile et maternelle (Muldoon et al. 2011 ; Pinzón-Flórez et al. 2015 ; Ruiz-Cantero 2019).

Par ailleurs, les procédures inutiles, en particulier les césariennes, peuvent représenter des opportunités lucratives pour les prestataires de soins de santé et peuvent également être utilisées pour accélérer les naissances dans les cliniques manquant de personnel (un problème auquel la corruption peut contribuer) (Camacho 2023). Un modèle de régression linéaire multivariée développé par Ortega et al. (2020) suggère qu'une augmentation annuelle d'un point de pourcentage du ratio des flux financiers illicites par rapport au commerce total est associée à une diminution de 0,46 % du niveau de couverture de la planification familiale et à une baisse de 0,31 % du pourcentage de femmes recevant des soins prénatals (Ortega et al. 2020).

Les soins liés à la planification familiale et à l'avortement peuvent concerner des domaines sensibles ou stigmatisés, avec de grandes différences de pouvoir entre le patient et l'agent de santé. Ceci, combiné aux désavantages socio-économiques auxquels sont confrontées les femmes, peut accroître le risque de corruption sous forme d'extorsion et rendre plus difficile pour elles de dénoncer les cas de corruption et d'accéder à la justice (McGranahan et al. 2021).

Schoeberlein (2021) présente une vue d'ensemble plus détaillée de la manière dont la corruption sape les droits des femmes en matière de santé sexuelle et reproductive.

Le ciblage de la fourniture de soins de santé et l'enregistrement des bénéficiaires prévus peuvent être faussés par la corruption, comme cela a été le cas au Rwanda, où des mères célibataires qui avaient été exclues d'un programme de protection sociale fournissant des soins de santé ont rapporté que d'autres personnes avaient soudoyé les autorités locales pour être ajoutées à la liste à leur place (Bergin 2024 : 47).

Ainsi, les effets les plus visibles de la corruption sur les femmes se produisent généralement au point de prestation des services, lorsque les prestataires et les bénéficiaires interagissent et que des pots-de-vin ou des frais supplémentaires illicites sont demandés. Néanmoins, des formes moins visibles de corruption peuvent avoir des effets tout aussi pernicioeux sur l'accès des femmes aux services de santé.

Le secteur de la santé se caractérise par d'importants flux financiers, des asymétries d'information, des équipements spécialisés, des structures organisationnelles complexes et la dépendance de groupes de population cibles souvent vulnérables (Abisu Ardigó et Chêne 2017 ; Cooper et al. 2019 ; Hutchinson et al. 2019 ; Schoeberlein 2021). Ces facteurs créent des opportunités d'abus de pouvoir corrompu dans la gestion des ressources telles que le personnel, les biens, les fournitures et les budgets.

La corruption des hauts fonctionnaires peut prendre la forme d'une influence indue qui fausse la politique des soins de santé et l'allocation des ressources disponibles, ainsi que de détournements de fonds à grande échelle qui exacerbent les pénuries d'infrastructures médicales, de fournitures et de personnel (Hsiao et al. 2019 ; Onwujekwe et al. 2018). Dans les pays où l'incidence de la corruption est élevée, l'investissement total dans les soins de santé est généralement plus faible (Schoeberlein 2021 : 8). Dans ces contextes, les ressources publiques mises à la disposition du secteur de la santé sont généralement allouées à des projets prestigieux de grande envergure, tels que de nouveaux hôpitaux et des équipements coûteux, qui sont propices au détournement illicite de fonds, tandis que les services à plus petite échelle et géographiquement dispersés, tels que les centres locaux de planification familiale et les cliniques de santé sexuelle, restent sous-financés (Onwujekwe et al. 2018 : 13).

Même après que les fonds budgétaires ont été affectés aux services de santé et reçus par les établissements de santé, diverses formes de corruption peuvent réduire la qualité et la quantité des prestations de soins de santé, notamment le népotisme dans le recrutement des travailleurs de la santé, les pots-de-vin lors de la passation des marchés, les travailleurs fantômes et la fraude (Abisu Ardigó et Chêne 2017 ; Cooper 2019). À ce titre, la corruption dans l'ensemble de la chaîne de valeur du secteur de la santé peut entraîner de longs délais d'attente, une mauvaise qualité de service, un accès insuffisant aux médicaments et d'autres problèmes qui pourraient signifier la vie ou la mort (Groupe de la Banque mondiale 2015).

Certains éléments indiquent que l'impact de ces formes de corruption affecte de manière disproportionnée les femmes, que Nawaz et Chêne (2009) qualifient d'"amortisseurs" de la corruption des fonctionnaires dans le secteur de la santé. Il y a deux raisons à cela.

Tout d'abord, dans de nombreux cas, c'est le travail de soins non rémunéré effectué par les femmes qui permet de combler les lacunes en matière de soins de santé créées par la corruption (Transparency International Zimbabwe 2020 : 29).

Deuxièmement, bien que les preuves empiriques soient encore limitées, Devrim (2021 : 15) suggère que lorsque la corruption à grande échelle réduit le budget disponible, les services de santé pour les femmes pourraient être particulièrement vulnérables aux coupes budgétaires, notamment dans les régions où les femmes sont sous-représentées politiquement (Bullock et Jenkins 2020). Il semble que les fournitures de santé et les produits pharmaceutiques destinés aux femmes soient plus susceptibles d'être surfacturés ou "perdus" en raison de la corruption dans les marchés publics ; Goetz et Jenkins (2004) avancent que cela est dû au fait que les femmes, en tant que groupe de négociation collective, sont considérées par ceux qui détiennent le pouvoir comme n'ayant pas le poids politique nécessaire pour s'opposer aux pratiques corrompues. Une telle négligence peut avoir des conséquences mortelles pour les femmes qui ont désespérément besoin de ces médicaments et équipements (Sen et al. 2007 ; PNUD 2010).

Mpambije (2017) et Camacho (2023) fournissent tous deux de nombreux exemples de cas dans lesquels des systèmes de corruption ont privé les services de santé maternelle et périnatale de financement et ont entraîné une détérioration des résultats des soins de santé pour les femmes et les enfants.

Corruption sexuelle dans les soins de santé

Bien qu'il existe peu d'études spécifiques sur la corruption sexuelle dans le secteur de la santé, certains éléments indiquent que le phénomène est répandu (Coleman et al. 2024). Les données du Baromètre mondial de la corruption montrent qu'en Amérique latine, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une personne sur cinq a été victime ou connaît quelqu'un qui a été victime de corruption sexuelle lors de l'accès à des services gouvernementaux tels que les soins de santé ou l'éducation (Transparency International 2019b). Si les hommes et les garçons peuvent également être exposés à des formes de corruption sexuelle, les femmes seraient plus susceptibles d'être ciblées (Cooper et Cushing 2020). Une enquête menée en Amérique latine, par exemple, a révélé que les femmes sont plus susceptibles d'exprimer l'opinion que la corruption sexuelle se produit au moins occasionnellement (Transparency International 2019c). Cela s'explique en partie par les inégalités matérielles entre les sexes ; le fait que les femmes possèdent généralement moins - ou ont moins de contrôle sur - les actifs financiers peut les rendre moins aptes à payer des pots-de-vin matériels,² ce qui peut conduire les individus corrompus à abuser de leur position d'autorité pour contraindre et exploiter les femmes dans des activités sexuelles au lieu d'argent liquide ou d'autres biens matériels (Transparency International 2020a). Lorsque la corruption sexuelle dans le secteur de la santé est connue de tous les bénéficiaires des services, elle risque

² Il est intéressant de noter que des données provenant du Ghana suggèrent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de verser des pots-de-vin sous une forme non pécuniaire, comme de la nourriture, des boissons ou du bétail. (ONUDC 2022 : 21)

de compromettre les progrès vers la couverture sanitaire universelle en dissuadant les femmes et les filles d'accéder aux soins de santé lorsqu'elles en ont besoin (Coleman et al. 2024).

La corruption sexuelle dans le secteur affecte les travailleurs de la santé ainsi que les utilisateurs des services. Des études récentes menées en République démocratique du Congo, à Madagascar et au Royaume-Uni ont toutes documenté de nombreux cas où des superviseurs masculins ont sollicité des relations sexuelles avec des étudiantes en médecine en échange d'un emploi et de bonnes notes (McDonald et Jenkins 2021 ; 30-31 ; Bergin 2024 : 45 ; Gallagher et al 2023). Kirya (2019) a également montré comment la corruption sexuelle, en particulier à l'encontre des infirmières, est liée aux pratiques de recrutement et de promotion.

Rôle joué par les femmes dans la prévention de la corruption dans le secteur de la santé

Il existe peu d'études sur le rôle potentiel que les femmes peuvent jouer dans la prévention de la corruption dans le secteur de la santé en particulier. Néanmoins, certains auteurs ont suggéré qu'en raison de leur rôle social fréquent de dispensatrices de soin au sein de leur foyer, les femmes ont un intérêt particulier à ce que les services publics soient efficaces et à ce que l'État fonctionne bien et soit exempt de corruption, afin de pouvoir fournir des biens publics dans le domaine de la protection sociale (Wangnerud 2015). Certains tests aléatoires contrôlés ont indiqué que les femmes sont moins susceptibles que les hommes d'abuser des ressources de la protection sociale (J-PAL 2015). Étant donné que les femmes représentent près de 70 % du personnel de santé mondial (Cooper et Cushing 2020 : 15), leur rôle potentiel dans la gestion de la corruption dans le secteur de la santé pourrait faire l'objet d'une étude plus approfondie. Ces travaux devraient tenir compte du fait que, dans de nombreux pays, les hommes continuent d'être surreprésentés aux postes de direction, alors que les femmes constituent la grande majorité des infirmières et des administrateurs du secteur (Devrim 2021 : 11).

D'autres auteurs ont proposé de renforcer le rôle des femmes dans les stratégies axées sur la demande afin de réduire la corruption dans les services de santé, notamment par le biais d'auditions publiques, d'un suivi communautaire et d'autres outils de responsabilisation sociale qui amplifient la voix des groupes défavorisés tels que les femmes pauvres (Naher et al. 2020). Il est encourageant de constater qu'une étude récente menée auprès de groupes de discussion composés d'adolescentes et de jeunes femmes vivant dans des bidonvilles en Ouganda a révélé que nombre d'entre elles pensaient que la réduction de la corruption améliorerait sensiblement la prestation des services de santé sexuelle et reproductive (McGranahan et al. 2021).

Corruption sexuelle

Impact de la corruption sexuelle sur les femmes

Au cours de la dernière décennie, les formes de corruption qui n'impliquent pas (uniquement) l'échange d'argent ou de biens matériels ont fait l'objet d'une attention croissante de la part des chercheurs et des politiques. L'extorsion d'actes sexuels par des personnes en position d'autorité dans le cadre d'une transaction est au cœur de ce débat. Ce phénomène a été appelé "sextorsion"³ par l'Association internationale des femmes juges (2012), qui l'a identifiée comme comprenant trois éléments constitutifs.

Premièrement, il y a une demande implicite ou explicite de s'engager dans une activité sexuelle non désirée, quelle qu'elle soit. Deuxièmement, la personne qui exige ou accepte l'activité sexuelle doit occuper une position d'autorité, dont elle abuse en cherchant à obtenir ou en acceptant un acte sexuel en échange de l'exercice du pouvoir qui lui est confié. Troisièmement, il y a une contrepartie, c'est-à-dire que l'auteur exige ou accepte un acte sexuel en échange d'un avantage qu'il a le pouvoir de refuser ou de conférer.

Les travaux récents de Bjarnegård et al. (2024a) ont cherché à élargir la compréhension de la corruption sexuelle au-delà d'une vision plus étroite de la " sextorsion ", dans laquelle des personnes en position d'autorité extorquent des actes sexuels en échange de biens ou de services auxquels la personne ciblée a droit. Selon eux, outre cette forme "oppressive" de corruption sexuelle, il existe également des cas "opportunistes" de corruption sexuelle, dans lesquels des personnes investies d'une autorité demandent ou acceptent des actes sexuels en échange de l'octroi de privilèges injustifiés.

Figure 1 : Abus d'autorité dans la corruption sexuelle

		Transaction	
		Extorsion	Pot-de-vin
Initiative	Explicite	Extorsion sexuelle explicite	Demande d'un pot-de-vin sexuel
	Implicite	Extorsion sexuelle implicite	Acceptation d'un pot-de-vin sexuel

Adapté de Bjarnegård et al. 2024a.

³ D'autres termes ont été utilisés pour désigner ce comportement, notamment le sexe transactionnel ou le sexe de survie (Merkle 2024).

Ainsi, alors que la définition traditionnelle de la sextorsion n'englobe pas les " pots-de-vin sexuels " initiés par ceux qui cherchent à obtenir un avantage, la conceptualisation plus large avancée par Bjarnegård et al. (2024 : 9) inclut de tels scénarios. Les auteurs s'attachent néanmoins à souligner que si la personne en position d'autorité n'est pas toujours celle qui initie, propose ou sollicite des actes sexuels dans le cadre d'une transaction, la responsabilité de l'abus de pouvoir lui incombe toujours. La définition de la corruption sexuelle proposée par les auteurs est donc axée sur la personne investie d'une autorité plutôt que sur l'autre partie : "Il y a corruption sexuelle lorsqu'une personne abuse de l'autorité qui lui a été confiée pour obtenir une faveur sexuelle en échange d'un service ou d'un avantage lié à l'autorité confiée" (Bjarnegård et al. 2024b).

Pendant de nombreuses années, la corruption sexuelle est restée un phénomène largement invisible (Eldén et al. 2020 : 43). Plus récemment, des tentatives d'évaluation de l'ampleur de la corruption sexuelle ont été entreprises et ont révélé qu'elle était répandue dans le monde entier (Eldén et al. 2020 : 108). L'enquête sur les ménages du Baromètre mondial de la corruption (GCB) a montré qu'en Amérique latine, dans les Caraïbes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, une personne sur cinq a subi ou connaît quelqu'un qui a subi une extorsion sexuelle lors de l'accès à des services gouvernementaux tels que les soins de santé ou l'éducation (Transparency International 2019d ; Transparency International 2019e). En Asie, les données du GCB suggèrent qu'une personne sur sept a déclaré avoir fait l'expérience de la corruption sexuelle ou connaître quelqu'un qui en a fait l'expérience (Transparency International 2020b). Une enquête menée en 2019 au Zimbabwe a révélé que 57% des femmes interrogées ont déclaré avoir dû offrir des faveurs sexuelles en échange d'un emploi, de soins médicaux ou lorsqu'elles cherchaient à placer leurs enfants dans des écoles (Transparency International Zimbabwe 2019).

Des recherches récentes sur la corruption dans le secteur de l'éducation en République démocratique du Congo ont révélé que 48 % des personnes interrogées pensaient que les mères des enfants scolarisés risquaient d'être victimes de corruption sexuelle lorsqu'elles interagissaient avec le personnel de l'école (Bergin, 2024, p. 23-24). Une enquête nationale représentative menée auprès de femmes en Macédoine du Nord a montré que 21,5% des personnes interrogées estimaient que l'extorsion sexuelle par des fonctionnaires se produisait " très souvent ". Si 5,4 % des personnes interrogées ont déclaré avoir été elles-mêmes victimes, seules 37 % d'entre elles ont déclaré qu'elles seraient prêtes à signaler leur cas aux autorités (OSCE 2021a : 47-48).

La corruption sexuelle peut toucher aussi bien les hommes que les femmes (Lundgren et al. 2023) ; une étude récente portant sur cinq pays africains a identifié un cas impliquant une victime masculine (Bergin 2024 : 47-49). Néanmoins, les données empiriques indiquent clairement que la corruption sexuelle affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles (Bjarnegård et al. 2022). Une étude réalisée en Afrique du Sud a révélé que 84% des victimes de corruption sexuelle étaient des femmes (Hlongwane 2017).

Leur sexe biologique et leur identité de genre peuvent faire des femmes et des filles des cibles d'abus de pouvoir sexuels. Comme l'a fait remarquer un homme migrant interrogé dans le cadre d'un rapport sur la corruption lors des migrations irrégulières et forcées, " pour nous, les hommes, nous donnons de l'argent [aux fonctionnaires], mais pour les femmes, c'est deux fois plus cher. Elles doivent toujours payer le prix double" (Merkle et al. 2017).

En outre, la discrimination fondée sur le sexe peut signifier que les femmes possèdent généralement moins d'actifs financiers ou ont moins de contrôle sur ceux-ci. L'inégalité des revenus et des richesses entre les sexes peut rendre les femmes moins aptes à payer des pots-de-vin en espèces, ce qui peut conduire les individus corrompus à abuser de leur position d'autorité pour contraindre et exploiter les femmes dans des activités sexuelles en lieu et place de pots-de-vin en espèces (Transparency International 2020a ; Mumporeze et al. 2019). Une femme sud-africaine de Johannesburg a déclaré que " si je n'ai pas d'argent pour soudoyer le personnel du service des eaux, il abusera sexuellement de moi, car c'est la seule chose de valeur que je peux lui donner " (NDP-SIWI Water Governance Facility 2017).

Ces témoignages soulignent le fait que les formes de corruption monétaire et sexuelle ne sont pas indépendantes l'une de l'autre. Les auteurs peuvent exiger l'une lorsque l'autre n'est pas disponible, mais il y aurait eu des cas où des femmes ont été contraintes de payer un pot-de-vin et d'accomplir un acte sexuel (Bergin 2024 : 47-49).

Un facteur de risque important est que les auteurs de corruption sexuelle - souvent des fonctionnaires - peuvent supposer que les femmes n'ont pas recours à la justice, ne connaissent pas leurs droits ou n'ont pas de protection formelle en matière d'emploi (Boehm et Sierra 2015). Ainsi, certains types de femmes pour lesquelles cela est plus susceptible d'être le cas peuvent être plus exposés à la corruption sexuelle que d'autres (Hagglund et Khan 2024). Les participants aux groupes de discussion au Rwanda ont exprimé l'avis que les veuves, les femmes célibataires et les femmes divorcées étaient plus susceptibles d'être ciblées (Bergin 2024 : 47-49). D'autres facteurs de risque seraient la pauvreté (ONUDC 2020), l'analphabétisme, le fait de vivre dans des zones rurales, ainsi que des marqueurs de précarité, notamment le statut d'handicapé et l'absence de protection juridique que connaissent de nombreux migrants (Bergin 2024 : 47-49 ; Caarten et al. 2022 ; Merkle et al. 2017 ; Merkle et al. 2023). En outre, les personnes ayant une orientation sexuelle, une identité de genre, une expression de genre et des caractéristiques sexuelles diverses (SOGIGESC) sont considérées comme particulièrement vulnérables aux formes sexuelles de corruption (Abut 2022).

La corruption sexuelle se produit dans un large éventail de contextes, en particulier aux " points de pression " où les moyens de subsistance des victimes ou de leur famille sont en jeu, par exemple lorsqu'il s'agit d'obtenir des titres de propriété, des permis de travail, l'accès à l'eau, un abri, des soins de santé, un emploi ou des qualifications (Bergin 2024 : 47-49 ; Merkle et al. 2023). Les données indiquent que de nombreux secteurs sont touchés, notamment la santé, l'éducation, le foncier, le sport, l'eau et l'assainissement, le système judiciaire et l'application de la loi (McDevitt 2022 ; Merkle et al. 2023 ; Sundström et Wängnerud 2021 ; Transparency International 2020a). Krook (2020) a montré que même les femmes qui se présentent à des fonctions politiques - des femmes souvent issues de couches sociales plus favorisées - ont été exposées à la corruption sexuelle en échange de leur acceptation sur les listes de candidats des partis et du soutien de ces derniers pour les campagnes électorales.

Si l'impact de la corruption sexuelle n'est pas encore suffisamment documenté, il peut être partiellement déduit de la vaste littérature sur l'impact d'autres formes de violence fondée sur le genre, telles que le viol et l'exploitation sexuelle. L'extorsion sexuelle est une forme d'abus sexuel que les victimes peuvent ressentir comme un acte de violence traumatisant et qui pourrait entraîner des conséquences similaires sur la santé sociale, physique et mentale. En

effet, des preuves de plus en plus nombreuses provenant de plusieurs pays suggèrent que la corruption sexuelle a de graves répercussions psychologiques, physiques, économiques et sociales sur les victimes. Il s'agit notamment de l'abandon scolaire, des grossesses, des avortements à risque, des maladies sexuellement transmissibles, des problèmes de santé mentale, de la perte de crédibilité au sein de la communauté, de l'abandon d'un emploi bien rémunéré ou du renoncement aux services publics pour éviter d'être exposé à de nouveaux abus (Bergin 2024 : 47-49 ; Caarten et al. 2022 ; Mumporeze et al. 2019 ; Transparency International 2020a). L'impact dramatique que cela peut avoir sur la psychologie et l'estime de soi d'un individu est documenté dans les études de cas sur la corruption sexuelle dans les forces de police et les universités de médecine à Madagascar décrites par McDonald et Jenkins (2021 : 27-31). D'autres recherches menées à Madagascar ont montré que les victimes de la corruption sexuelle dans les écoles, qui sont généralement des mineurs, ne bénéficient souvent d'aucun traitement psychologique ni d'aucun soutien de la part de travailleurs sociaux et de psychologues qualifiés (Bergin 2024 : 47-49).

Rôle des femmes dans la prévention de la corruption sexuelle

Il existe d'importants obstacles juridiques, sociaux et culturels à la prévention de la corruption sexuelle.

La corruption sexuelle est notoirement difficile à poursuivre (Eldén et al. 2020 : 55). Dans de nombreux pays, la législation ou les codes de conduite ne définissent pas, ne prennent pas en compte ou n'interdisent pas aux personnes occupant des postes de pouvoir de conditionner la fourniture d'un service ou d'un avantage à un acte sexuel (France 2022). La corruption sexuelle peut être à la fois une forme de corruption et de violence sexiste (Merkle 2024), et la plupart des juridictions s'appuient sur une législation disparate qui ne couvre pas toutes les expressions de corruption sexuelle décrites par Bjarnegård et al. (2024a).

Eldén et al. (2020 : 49-50) soutiennent que les asymétries de pouvoir entre la victime et l'auteur dans les cas de corruption sexuelle impliquent que le consentement a été contraint au lieu d'être donné librement. Cependant, Eldén et al. (2020) reconnaissent que les procureurs peuvent être confrontés à des défis en matière de preuve autour de la question du consentement dans le cadre de la violence fondée sur le genre (voir également UNODC 2020 : 46), en particulier parce que les formes non physiques de coercition peuvent ne pas être reconnues (Carnegie 2019). Parallèlement, dans le cadre juridique de la prévention de la corruption, certains pays ne criminalisent la corruption que lorsque des pots-de-vin monétaires sont impliqués, et les victimes pourraient potentiellement être poursuivies en tant que donneur de pots-de-vin (France 2022). Les travaux récents de Bauhr et al. (2024a) ont mis en lumière la manière dont différentes juridictions (Nigeria et Brésil) tentent actuellement de renforcer leur cadre législatif pour faciliter les poursuites contre la corruption sexuelle tout en protégeant les victimes.

La corruption sexuelle dans le système judiciaire est particulièrement préoccupante car elle peut rendre plus difficile l'accès à la justice pour les victimes (de Castro 2018). En outre, de

nombreux cas ne sont pas signalés en raison de la peur des représailles ainsi que de la stigmatisation sociale et des tabous culturels (World Vision 2016). Parmi les autres obstacles au signalement des cas de corruption sexuelle figurent la honte, la peur des représailles, la retraumatisation et l'absence d'un mécanisme de signalement sensible au genre qui reconnaisse les aspects uniques du crime (Sundström et Wängnerud 2021 : 16). De manière révélatrice, une vaste enquête menée dans le secteur de l'éducation à Madagascar a révélé que si 80 % des personnes interrogées estimaient que les citoyens étaient libres de dénoncer la corruption, seules 25 % pensaient que les femmes et les filles disposaient d'un espace sûr dans les écoles pour dénoncer la corruption sexuelle (Bergin 2024 : 47-49).

Même lorsque des cas de corruption sexuelle sont signalés, il est souvent difficile de trouver des preuves en l'absence de témoins. En outre, bien qu'il existe dans certains pays des mécanismes de prévention de la corruption sexuelle, tels que la mutation du personnel coupable dans une autre institution, ceux-ci reflètent rarement la gravité du crime (Bergin 2024 : 47-49).

Une stratégie à plusieurs volets est donc nécessaire pour réduire les taux de corruption sexuelle. Il pourrait s'agir d'établir des définitions juridiques et des sanctions pour punir les abus de pouvoir à caractère sexuel et de renforcer les canaux de signalement sensibles à la dimension de genre. Certains auteurs suggèrent d'incorporer des dispositions interdisant expressément la corruption sexuelle dans les codes de conduite des organisations comme un " pont " à court terme jusqu'à ce que les cadres juridiques puissent être modifiés pour traiter le phénomène (OSCE 2021a : 48).

En outre, les efforts de prévention pourraient viser à renforcer l'indépendance financière et sociale des femmes et à engager les hommes et les femmes dans un changement culturel afin de modifier les normes sociales traditionnelles qui blâment souvent la victime dans les cas de corruption sexuelle (Bergin 2024 : 47-49 ; Eldén et al. 2020 : 96 ; Hagglund et Khan 2024 ; Merkle et al. 2023 ; OSCE 2021a : 47). En particulier, Bjarnegård et al. (2022) affirment que la remise en question des " normes descriptives informelles sur la masculinité " et des " normes injonctives informelles sur le comportement sexuel des femmes " est essentielle pour réduire l'impunité des auteurs de corruption sexuelle. Les campagnes de sensibilisation pourraient également cibler les communautés locales, les journalistes et les fonctionnaires, dont la recherche a montré qu'ils sont capables de reconnaître les cas d'extorsion sexuelle mais ne les perçoivent pas comme une forme de corruption (OSCE 2021a : 46, 49).

Impact de la corruption sur l'accès des femmes à la justice

Impact de la corruption sur l'accès des femmes à la justice

La discrimination historique et structurelle à l'encontre des femmes et des filles a entraîné un accès inégal aux ressources, à la justice et aux droits dans de nombreuses régions du monde. La discrimination prive les femmes de la possibilité de participer pleinement à la vie sociale, économique et politique, y compris dans le secteur de la justice. Les femmes sont sous-représentées dans les systèmes judiciaires formels et informels du monde entier (Nations unies 2024). Le déséquilibre entre les sexes est particulièrement prononcé dans les juridictions supérieures (Malik 2021 ; OCDE 2023) et les mécanismes de justice transitionnelle (ONU Femmes 2020 : 34).

Une revue de la littérature indique que, premièrement, les femmes peuvent être plus touchées par la corruption dans le secteur de la justice et que, deuxièmement, les inégalités entre les sexes compromettent la capacité des femmes à dénoncer la corruption.

Comment la corruption affecte-t-elle les femmes qui cherchent à obtenir justice ?

Nyamu-Musembi (2007) a souligné que dans les contextes où le versement de pots-de-vin au personnel judiciaire ou administratif devient une condition préalable à l'accès au système judiciaire, l'accès relativement plus faible des femmes aux ressources financières et le contrôle qu'elles exercent sur celles-ci signifient qu'elles sont plus fréquemment privées de justice. Cela est particulièrement vrai dans les affaires judiciaires où la décision de justice est essentiellement " à vendre " au plus offrant et où l'un des plaideurs est une femme et l'autre un homme (OSCE 2021b : 15). Feather (2022) montre comment la corruption judiciaire au Maroc a permis des mariages de mineurs et des mariages polygames⁴, tout en accordant aux hommes l'impunité pour les délits sexuels et la violence domestique. De même, plusieurs études menées en Ouganda ont montré que les femmes ne font guère confiance à la police pour enquêter correctement sur les cas de viol et de violence domestique en raison de pratiques corrompues, telles que le paiement de la police par les auteurs (McGranahan et al. 2021 ; Transparency International 2016 : 10). En Ouganda, cela aurait conduit les femmes touchées à éviter complètement de contacter les autorités.

⁴ Alors que les mariages polygames sont légaux sous certaines conditions strictes au Maroc (PNUD 2019), la corruption judiciaire semble jouer un rôle dans l'application des règles existantes visant à restreindre la pratique (Feather 2022).

Les recherches suggèrent que les tribunaux inférieurs sont particulièrement susceptibles d'être corrompus et de produire des résultats discriminatoires à l'égard des femmes (ONU Femmes 2018 : 143). En effet, dans certains contextes, " la corruption, l'abus de pouvoir et le manque de professionnalisme des institutions judiciaires formelles, ainsi que les pressions culturelles et familiales qui découragent les plaintes formelles " poussent les femmes vers les mécanismes de justice informels (ONU Femmes 2018 : 252).

En outre, les femmes risquent davantage que les hommes d'être soumises à des formes de corruption extorquées lorsqu'elles tentent d'accéder à la justice (OEA 2022 : 26 ; OSCE 2021b : 15). Les inégalités socio-économiques profondément ancrées entre les femmes et les hommes peuvent signifier que les femmes sont plus souvent la cible de demandes de pots-de-vin de la part d'agents publics corrompus (Ellis et al. 2006 ; PNUD 2010). Cela peut être dû au fait que les fonctionnaires corrompus supposent que les femmes n'ont pas recours à la justice, qu'elles ne connaissent pas leurs droits ou qu'elles n'ont pas de protection formelle en matière d'emploi (Boehm et Sierra 2015). Ces suppositions sont souvent infondées. Néanmoins, de tels calculs de la part de fonctionnaires véreux reposent sur des pratiques discriminatoires réelles et répandues (PNUD 2010 : 8-12).

L'inégalité entre les sexes peut être particulièrement marquée lorsque les procédures judiciaires concernent la propriété (Transparency International 2018). Une étude réalisée en 2015 au Ghana a révélé que 40 % des femmes ont déclaré que la corruption dans le processus juridique entravait leur accès à la terre, contre 23 % des hommes (ONU Femmes 2020 : 20). Sans surprise, le manque d'accès à la justice est associé à des taux de pauvreté plus élevés et à une participation civique plus faible (ONU Femmes 2020 : 38).

Les formes de corruption qui entravent l'accès des femmes à la justice ne sont pas toutes pécuniaires. Le Réseau mondial pour l'intégrité judiciaire de l'ONUDC (2019 : 15-18) a documenté de nombreux cas de corruption sexuelle visant les femmes au cours des procédures judiciaires et des interactions avec les juges et les administrateurs judiciaires.

Comment les inégalités entre les sexes empêchent les femmes de dénoncer la corruption

Bien qu'elles souffrent de manière disproportionnée de l'impact genré de la corruption, les données émergentes indiquent que les femmes semblent moins susceptibles que les hommes de dénoncer la corruption ou de voir leur dénonciation de la corruption enregistrée ou suivie d'effet. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un ensemble de données représentatif, entre 2011 et 2021, seulement 34% des personnes déposant des plaintes auprès du réseau mondial de centres de conseil juridique et de plaidoyer de Transparency International étaient des femmes (Transparency International 2021 : 7).

Ce taux de signalement plus faible est considéré comme le résultat de multiples facteurs qui se combinent pour " saper le sentiment d'efficacité personnelle des femmes et [...] entraver leur capacité à signaler et à contester la corruption " (Transparency International 2021 : 8).

Premièrement, les obstacles qui empêchent les femmes de dénoncer la corruption comprennent la perception bien fondée d'un parti pris sexiste dans le traitement des affaires de corruption ; il est prouvé que les plaintes pour corruption déposées par les femmes ont tendance à être rejetées plus fréquemment que celles déposées par les hommes (Transparency International 2020a : 30). Une étude récente sur la santé sexuelle et reproductive des adolescentes et des jeunes femmes vivant dans des bidonvilles en Ouganda a révélé que les agents chargés de l'application de la loi prennent une violation signalée au sérieux ou non en fonction du sexe, de la richesse, de l'éducation et de l'âge de la personne (McGranahan et al. 2021). De même, des recherches récentes menées à Madagascar ont révélé que de multiples motifs de discrimination s'entrecroisaient pour empêcher les femmes atteintes d'albinisme de contester les pratiques de corruption et de demander réparation au système judiciaire (Barnes 2024 : 79-80). Combiné à leur sous-représentation générale dans de nombreux systèmes judiciaires, ce fait pourrait expliquer pourquoi les femmes semblent avoir des opinions plus pessimistes que les hommes sur l'utilité de dénoncer la corruption (Transparency International 2021 : 13).

Deuxièmement, en raison de leurs rôles sociaux et des inégalités entre les sexes, les femmes peuvent manquer de ressources financières ou de temps pour dénoncer la corruption et s'empêtrer dans de longues procédures judiciaires. Les données d'une enquête sur les ménages menée en Europe en 2016 ont révélé que les femmes étaient légèrement moins susceptibles que les hommes (36% contre 39%) de dénoncer la corruption si elles devaient se rendre au tribunal pour fournir des preuves (Transparency International 2021 : 8).

Troisièmement, les femmes peuvent être moins conscientes de leurs droits et des canaux appropriés pour dénoncer la corruption (Women Development Organization 2021 : 22-23 ; Transparency International 2021 : 3). Le PNUD (2010 : 8) a signalé que les pratiques discriminatoires en matière de scolarisation dans certains pays peuvent conduire les femmes à avoir une conscience plus limitée de leurs droits légaux. Les données du Baromètre mondial de la corruption ont révélé que moins de femmes que d'hommes connaissaient leur droit à l'information en Asie (46% des hommes contre 43% des femmes), tandis qu'en Europe, 18% des femmes ont déclaré qu'elles ne savaient pas où signaler les cas de corruption, contre 15% des hommes (Transparency International 2021 : 9-10).

Quatrièmement, les femmes semblent être plus susceptibles que les hommes de craindre des représailles lorsqu'elles signalent des faits de corruption. Des données d'enquêtes représentatives ont montré que dans l'UE, en Amérique latine et en Asie, les femmes sont moins susceptibles de penser que les gens peuvent dénoncer la corruption sans crainte de représailles, généralement d'environ 5 points de pourcentage (Transparency International 2021 : 6). À cet égard, le manque de mécanismes de signalement sensibles au genre disponibles pour les femmes est un véritable problème (Transparency International 2016 : 10), qui est particulièrement aigu dans les cas de corruption sexuelle (de Castro 2018). Cela est dû à la stigmatisation sociale et aux tabous culturels associés à ce type d'infractions (World Vision 2016), à la difficulté de recueillir des preuves,⁵ au risque d'être à nouveau victime et de devoir revivre le traumatisme, aux mythes discriminatoires et aux stéréotypes sexuels et, dans

⁵ Il est souvent difficile de trouver des preuves en l'absence de témoins et, souvent, les lois ne reconnaissent pas les formes non physiques de coercition sexuelle (Carnegie 2019).

certaines pays, même au risque d'être poursuivi pour avoir versé un pot-de-vin (sexuel) ou commis l'adultère (Transparency International 2020a).

Rôle joué par les femmes pour limiter l'impact de la corruption dans le secteur de la justice

L'augmentation de la représentation des femmes dans les forces de l'ordre et le système judiciaire est une mesure potentielle pour réduire l'impact de la corruption sur l'accès des femmes à la justice. Malik (2021) soutient que les efforts visant à augmenter le nombre de femmes juges peuvent à la fois susciter une plus grande confiance du public dans le système judiciaire et garantir que les résultats judiciaires sont plus sensibles au genre. Dans son étude sur le Burundi, Niyonkuru (2021) abonde dans le même sens, affirmant qu'une plus grande diversité de genre dans le système judiciaire améliorerait l'accès des femmes à la justice.

En termes d'application de la loi, il y a eu quelques tentatives de créer des unités de police réservées aux femmes au nom de la réduction de la corruption et de l'augmentation des signalements de délits sexuels, notamment au Mexique et en Inde (AFP 2015 ; Watson et Close 2016). Les effets négatifs de ces politiques ont toutefois été documentés ; Jassal (2020) a conclu que l'introduction de postes de police exclusivement féminins en Inde a conduit les postes de police standard à refuser d'enregistrer les crimes sexistes, ainsi qu'à augmenter les frais de déplacement des femmes cherchant à obtenir justice. De même, au Pakistan, Ahmad (2019) constate que les femmes policières n'ont pas été en mesure de réduire la corruption au sein de la police.

Plus généralement, une recommandation commune dans la littérature est que les juges, les procureurs et le personnel chargé de l'application de la loi reçoivent une formation sur l'intégration du genre en ce qui concerne les infractions liées à la corruption (OEA 2022 : 64). L'amélioration des réponses de la justice aux cas de corruption au sein du système judiciaire est considérée comme une autre étape importante pour renforcer la confiance des femmes et élargir l'accès à la justice (ONU Femmes 2018 : 90).

Lorsqu'il s'agit d'augmenter le taux de dénonciation de la corruption par les femmes, une proposition commune consiste à rendre les canaux de dénonciation plus accessibles, abordables et sûrs (Zúñiga 2020). Le *Practitioner's Toolkit on Women's Access to Justice Programming* souligne que "les mécanismes de plainte devraient être situés au sein des institutions judiciaires et dotés d'un personnel indépendant et formé pour traiter les allégations de corruption, d'abus de pouvoir et de harcèlement sexuel" (ONU Femmes 2018 : 94). Sensibiliser la communauté à ces mécanismes et les rendre facilement accessibles est une considération importante (Organisation pour le développement des femmes. 2021 : 23). À cet égard, les sections de Transparency International dans de multiples pays ont créé des cliniques mobiles pour recueillir et répondre aux signalements de corruption, d'infractions sexuelles et d'autres actes répréhensibles émanant de femmes dans les zones rurales (Transparency International 2021 : 14).

Participation des femmes à l'élaboration des politiques et au gouvernement

Impact de la corruption sur la participation politique des femmes

Corruption et représentation politique des femmes

Dans le monde entier, les femmes sont sous-représentées dans la sphère politique ; en 2024, seuls 26,9 % des parlementaires étaient des femmes (UIP 2024 ; ONU Femmes 2024). La corruption est un obstacle direct à la participation des femmes à la vie politique, affectant à la fois le suffrage actif et passif.

En ce qui concerne le suffrage actif, certaines études suggèrent que les femmes ont tendance à être plus ciblées par les pratiques d'achat de votes, en particulier par la fourniture de "cadeaux" en nature (Cigane et Ohman 2014). Ainsi, la corruption dans les processus électoraux peut fausser et limiter les possibilités pour les femmes d'exprimer leur vote de manière à éclairer les processus politiques et la prise de décision (McDonald et Jenkins 2021 : 26).

En ce qui concerne le suffrage passif, certains éléments indiquent que dans les contextes où la corruption politique est élevée, les femmes sont moins susceptibles d'entrer dans l'arène politique. Une étude comparative de 18 pays européens, par exemple, a révélé que lorsque la corruption est élevée, le nombre de femmes élues est relativement faible (Sundstrom et Wangnerud 2014).

Les recherches menées dans différents systèmes électoraux indiquent que le recrutement politique des femmes est plus difficile dans les environnements corrompus ou clientélistes dans lesquels les femmes sont susceptibles d'être exclues des réseaux politiques dominés par les hommes et des accords de négociation du pouvoir (Grimes et Wangnerud 2015 ; Sundstrom et Wangnerud 2014). Bjarnegård (2013) affirme que, pour des raisons historiques, les réseaux politiques corrompus sont généralement dominés par les hommes, et que l'obligation pour ces réseaux de maintenir le secret et la confiance au sein du groupe les incite à recruter d'autres hommes qui présentent des normes qui leur sont familières. Il a été démontré que la corruption collusive entre les hommes au sein de ces réseaux de patronage réduit l'accès des femmes aux opportunités politiques et économiques (Bauhr et al. 2018 ; Galli et al. 2016).

L'absence de représentation politique des femmes accroît le risque que les décideurs politiques prennent des décisions qui ne tiennent pas compte de la dimension de genre. Dans le meilleur des cas, les femmes peuvent compter sur des politiques et des programmes conçus par des

hommes pour répondre à leurs besoins spécifiques. Dans le pire des cas, par exemple dans les contextes où la corruption politique est systémique, les réseaux de patronage dominés par les hommes peuvent négliger complètement les intérêts des femmes et des filles (Bergin 2024 : 36). Une telle exclusion pourrait rendre des groupes tels que les femmes plus vulnérables à l'impact de la corruption et de la mauvaise gouvernance.

Impact des scandales de corruption sur la représentation politique des femmes

Une question qui fait l'objet d'un examen de plus en plus approfondi de la part des chercheurs est l'effet des révélations sur la corruption des élus sur la participation et la représentation politiques des femmes.

Dans leur étude sur les élections locales au Brésil, Diaz et Piazza (2022) constatent que lorsque la corruption dans la fonction publique est révélée, davantage de femmes sont incitées à se présenter aux élections contre des titulaires corrompus, en particulier lorsque le titulaire impliqué est un homme. Cependant, les révélations de corruption en elles-mêmes n'augmentent pas les chances des candidates de remporter les élections. Les auteurs avancent deux raisons à cela. Tout d'abord, ils constatent que les obstacles institutionnels auxquels se heurtent les nouveaux venus en politique, tels que l'avantage du titulaire, affectent les femmes de manière disproportionnée. Deuxièmement, les candidates ont du mal à mobiliser le même niveau de financement de campagne que leurs adversaires masculins, en particulier dans les localités corrompues, en raison des normes de genre qui empêchent les femmes d'entrer en politique.

Une étude de Baraldi et Ronza (2024) montre qu'après la dissolution des conseils municipaux italiens en réponse à l'infiltration identifiée de la mafia, le niveau de corruption diminue, tandis que la probabilité que les femmes soient élues conseillères et maires augmente fortement. Cela suggère que, contrairement aux conclusions de Diaz et Piazza (2022) au Brésil, les femmes peuvent être plus susceptibles non seulement de se présenter aux élections à la suite d'un scandale de corruption, mais aussi de les remporter. Les auteurs suggèrent que cela est dû à la réduction des préjugés des électeurs à l'égard des femmes en tant que responsables politiques à la suite d'affaires de corruption (Baraldi et Ronza 2024).

De même, Petherick (2019 : 164) constate que lorsque les électeurs brésiliens prennent conscience de la corruption d'un homme titulaire d'une fonction, la demande des électeurs pour des candidates augmente. Plus précisément, lorsque les élections municipales sont relancées en raison de la détection de l'achat de votes, les candidates obtiennent généralement de meilleurs résultats lors de l'élection reprise (Petherick 2019 : 24). Elle relie ce phénomène à une littérature plus large sur la politique latino-américaine dans laquelle la méfiance à l'égard du gouvernement "encourage le soutien au leadership féminin en tant qu'alternative à l'establishment (masculin) discrédité" (Petherick 2019 : 64). Selon elle, le phénomène s'explique par le stéréotype sexué des électeurs sur "l'incorruptibilité des femmes" (Petherick 2019 : 72).

En effet, il semble que de nombreux hommes politiques soient conscients que les électeurs associent les femmes à un comportement plus éthique et attendent d'elles des normes plus

élevées. Armstrong et al. (2022) constatent que dans les pays où l'on estime que la corruption augmente mais où la responsabilité démocratique est élevée, les chefs de gouvernement sont plus susceptibles de nommer une femme au poste de ministre des Finances. Les auteurs interprètent cela comme une sorte de signal de vertu de la part du gouvernement auprès des électeurs pour démontrer leur engagement à " réprimer la malversation économique ", étant donné le stéréotype populaire selon lequel les femmes sont moins corrompues que les hommes (Armstrong 2022).

Le revers de la médaille est qu'une fois en poste, par rapport aux hommes, les électeurs peuvent exiger des femmes des normes éthiques plus élevées et les punir plus sévèrement pour les actes répréhensibles perçus (Barnes et Beaulieu 2014 ; Barnes et Beaulieu 2018). Une étude expérimentale de Żemojtel-Piotrowska et al. (2017) et des études de cas de Pereira (2020) sur les élections mexicaines et brésiliennes montrent que les électeurs sont susceptibles de sanctionner plus sévèrement les femmes titulaires d'une fonction pour corruption que leurs homologues masculins. Eggers et al. (2018) constatent que si les femmes politiques en Grande-Bretagne ne font pas l'objet d'une punition significativement plus importante pour mauvaise conduite dans l'ensemble, les électrices sont plus susceptibles de sanctionner les femmes politiques pour comportement contraire à l'éthique.

Merkle et Wong (2020) soulignent la corrélation entre les attitudes des individus à l'égard du leadership politique féminin et leur tolérance à l'égard de la corruption. Ils proposent donc des interventions axées sur la modification des normes genrés et des attitudes patriarcales au niveau local, qui pourraient contribuer aux efforts de prévention de la corruption.

Rôle de la participation politique des femmes dans la prévention et la réduction de la corruption

La participation des femmes à la vie politique, par le biais du suffrage actif et passif, peut potentiellement contribuer à réduire les niveaux de corruption.

Le suffrage actif

Certains éléments indiquent que les femmes sont davantage prêtes à utiliser leur vote pour évincer les politiciens corrompus et soutenir des candidats plus " propres " (ou du moins plus " frais "). Dans une étude portant sur 21 pays européens, Alexander et al. (2019) concluent que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de voter pour des candidats alternatifs lorsque leur parti préféré est impliqué dans un scandale de corruption. L'effet est plus fort dans les pays où les dépenses sociales sont élevées, ce qui n'est peut-être pas surprenant, car d'autres études suggèrent que les électrices sont plus susceptibles de donner la priorité à la prestation de services publics que les hommes (Stensöta et Wängnerud 2018 ; Ennser-Jedenastik 2017 ; Smith 2014), et ont une "plus grande propension à fonder leurs décisions de vote sur des préoccupations sociales" (Bauhr et Charron 2020 : 94).

Le suffrage passif

La relation entre la présence de femmes à des postes de pouvoir politique et les niveaux de corruption a fait l'objet d'une étude approfondie au cours des vingt dernières années. En outre, certains pays ont introduit des mesures visant à accroître les opportunités politiques des femmes. Le Brésil, par exemple, a stipulé que les partis doivent allouer aux candidates un minimum de 30% du temps de publicité et des fonds de campagne, bien que l'impact réel de ces quotas ne soit pas encore clair (Diaz et Piazza 2021 : 19). Certains chercheurs, comme Soyaltin-Colella et Cin (2022 : 12), affirment que la notion de promotion de la participation politique des femmes en tant que mesure de prévention de la corruption (en particulier par le biais de quotas de femmes) est symbolique et masque des préjugés sexistes sous-jacents.

Néanmoins, de nombreux articles ont démontré qu'il existe une forte association empirique entre la représentation politique des femmes et le contrôle de la corruption, certaines études indiquant qu'il existe un lien de causalité entre l'augmentation du nombre de femmes élues et la diminution de l'incidence de la corruption (Alexander et al. 2023 ; Bauhr et Charron 2021 ; Bauhr et al. 2018 ; Bauhr et al. 2024b ; Brollo et Troiano 2016 ; Correa Martinez et Jetter 2016 ; de Barros Reis et al. 2024 ; Esarey et Schwindt-Bayer 2018 ; Esarey et Schwindt-Bayer 2019 ; Jha et Sarangi 2018). Divers mécanismes causaux susceptibles d'expliquer cette observation ont été proposés et testés.

Dollar, Fisman et Gatti (2001) ont fait référence à des études comportementales qui ont montré que les femmes étaient plus dignes de confiance et plus soucieuses de l'intérêt général que les hommes. Cette école de pensée a été associée à ce que l'on a appelé la théorie du "sexe fort" dans le domaine de la prévention de la corruption. La littérature récente sur le rôle des femmes décideurs dans la prévention de la corruption présente une image plus nuancée que celle avancée par les premiers documents théoriques sur le "sexe fort".

Des études ont remis en question l'idée que les femmes sont moins corrompibles que leurs homologues masculins, notamment parce qu'elles peuvent être initiées à des pratiques corrompues une fois en poste (Barnes et Beaulieu 2018 ; Mywangi et al. 2022). Par exemple, dans une étude sur les élections municipales françaises, Bauhr et Charron (2021) ont constaté que si les femmes maires nouvellement élues sont associées à des risques de corruption plus faibles dans les procédures municipales, les différences de genre dans l'étendue du risque de corruption sont négligeables dans les municipalités où les femmes maires ont été réélues. Bauhr et Charron (2020) estiment que cela indique que les femmes finissent par s'adapter aux réseaux corrompus pour survivre dans leurs fonctions, notamment parce que les représentantes nouvellement élues qui s'attaquent agressivement à la corruption peuvent réduire leurs chances de réélection en suscitant l'hostilité des élites corrompues en place (Bauhr et Charron 2021).

D'autres explications potentielles de la raison pour laquelle les femmes au pouvoir semblent souvent entraîner des taux de corruption plus faibles ont été proposées, notamment par Bauhr et al. (2018) qui ont observé que l'élection de femmes aux conseils locaux dans 20 pays de l'UE était fortement associée à une moindre prévalence de la petite et de la grande corruption. Ils soutiennent que les représentantes féminines cherchent à promouvoir deux programmes politiques distincts une fois qu'elles accèdent à la fonction publique : premièrement, l'amélioration de la prestation des services publics dans les secteurs qui tendent à bénéficier principalement aux femmes, et deuxièmement, la rupture des réseaux de patronage dominés par les hommes.

En ce qui concerne le premier point, de nombreuses études corroborent l'idée que les femmes élues à des fonctions publiques accordent la priorité aux dépenses sociales et à la prestation de services (Bolzendahl 2009 ; Enns-Jedenastik 2017 ; Merkle 2022 ; Smith 2014).

En ce qui concerne le dernier point, un ensemble de travaux a apporté un certain soutien à la théorie de la marginalisation selon laquelle les femmes sont moins susceptibles de participer à des transactions corrompues simplement en raison de leur exclusion des réseaux d'élite dominés par les hommes (Barnes 2016 ; Bjarnegård 2013 ; Goetz 2007). De ce point de vue, les nouvelles venues en politique peuvent être moins liées aux réseaux clientélistes existants et - au moins pendant une période initiale après leur entrée en fonction - cela peut offrir une fenêtre d'opportunité pour perturber les modèles établis de comportement corrompu.

Certaines données empiriques viennent étayer cette idée. Une étude réalisée en Argentine a montré que les femmes élues au parlement sont plus susceptibles que leurs homologues masculins de représenter des partis politiques alternatifs aux partis traditionnels associés aux réseaux clientélistes (Franceschet et Piscopo 2013). Au Mexique, les chercheurs ont constaté que les femmes sont plus susceptibles que les hommes de commencer leur carrière politique en tant que membres de la société civile plutôt que de gravir les échelons des réseaux de patronage établis (Rothstein 2016 cité dans UNDOC 2020 : 37). Ces conclusions impliquent que les femmes politiques peuvent s'adresser à des circonscriptions différentes et pourraient être incitées à briser les réseaux de patronage établis sur lesquels s'appuient leurs adversaires.

Bauhr et Charron (2020 : 92) et Bauhr et Schwindt-Bayer (2024) proposent ainsi l'existence d'un cercle vertueux ; dans les systèmes où le recrutement politique n'est pas contrôlé par des systèmes corrompus et basés sur le patronage, les femmes sont plus susceptibles d'accéder à des fonctions électives (voir également Stockemer et Sundström 2019 ; Sundström et Wängnerud 2014) et, une fois qu'elles y sont, elles peuvent contribuer à déstabiliser davantage les réseaux qui perpétuent la corruption politique.

Enfin, il convient de noter que la relation entre la présence de femmes à des postes d'autorité politique et l'ampleur de la corruption est influencée par le type de régime ; l'association est plus forte dans les démocraties que dans les autocraties et dans les systèmes parlementaires que dans les systèmes présidentiels (Esarey et Schwindt-Bayer 2017 ; Bauhr et Schwindt-Bayer 2024 ; Stensöta et Wängnerud 2018).

Références

Abisu Ardigó, I. et M. Chêne. 2017. Guide thématique : La corruption dans les services de santé. Transparency International.

Abut, V. 2022. "Bribe to survive : sextortion and LGBTQ discrimination", The Global Anticorruption Blog.

AFP. 2015. "India approves rule requiring one-third of Delhi police to be women" (L'Inde approuve une règle exigeant qu'un tiers de la police de Delhi soit composé de femmes). The Guardian.

Afrobaromètre. 2024. Analyse en ligne.

Ahmad, S. 2019. Pakistani policewomen : questioning the role of gender in circumscribing police corruption, Policing and Society, vol.30(8)

Alexander, A. et al. 2019. Les femmes sont-elles plus susceptibles de jeter les coquins dehors ? The mobilizing effect of social service spending on female voters, Public Choice, pp.1-27.

Alexander, A. et al. 2023. Female representation and electoral clientelism : New insights from South African municipal elections, Electoral Studies, vol.(82)

Armstrong, B. 2022. Corruption, Accountability, and Women's Access to Power, The Journal of Politics, vol.84(2)

Baraldi, A.L. et Ronza, C. 2024. Does corruption hinder female political participation ? Evidence from a measure against organized crime, The Journal of Law, Economics, and Organization, vol.40(1), pp.224-265

Barnes, S. 2024. Cette belle terre : Corruption, discrimination et droits fonciers en Afrique subsaharienne. Transparency International et Equal Rights Trust.

Barnes, T. 2016. La sexospécificité du comportement législatif : Institutional constraints and collaboration. New York, NY : Cambridge University Press.

Barnes, T. D. et Beaulieu, E. 2018. Femmes politiques, institutions et perceptions de la corruption. Études politiques comparatives, vol.52(1), pp134-167.

Barnes, T. D., et Beaulieu, E. 2014. Stéréotypes de genre et corruption : How candidates affect

perceptions of election fraud, Politics & Gender, vol.10(3), pp365-391.

Bauhr, M. et Charron, N. 2020. Les hommes et les femmes perçoivent-ils la corruption différemment ? Gender Differences in Perception of Need and Greed Corruption, Politics and Governance, vol.8(2).

Bauhr, M. et Charron, N. 2021. Les femmes dirigeantes réduiront-elles la corruption ? Marginalization and network inclusion, Comparative Political Studies, vol.54(7), pp.1292-1322.

Bauhr, M. et Schwindt-Bayer, L. 2024. Gender, women's representation and corruption, in de Sousa and Corrado (eds), Elgar Encyclopaedia of Corruption and Society.

Bauhr, M. et al. 2018. Exclusion or Interests ? Why Females in Elected Office Reduce Petty and Grand Corruption, European Journal of Political Research, vol.58, pp1043-1065.

Bauhr, M. et al. 2024a. Sexual Corruption : Emerging Directions in Research and Policy, The Chandler Papers 9.

Bauhr, M. et al. 2024b. Will Women's Representation Reduce Bribery ? Trends in Corruption and Public Service Delivery Across European Regions, Political Behaviour,

Bergin, J. 2024. Les laissés-pour-compte : Corruption in education and health services in Africa, Transparency International.

Bjarnegård, E. 2013. Genre, institutions informelles et recrutement politique : Explaining male dominance in parliamentary representation. New York, NY : Palgrave Macmillan.

Bjarnegård, E. et al. 2022. Sextortion : corruption shaped by gender norms, in Kubbe, I. and Merkle, O. (eds), Norms Gender and Corruption.

Bjarnegård, E. et al. 2024a. Sex instead of money : Conceptualiser la corruption sexuelle, Gouvernance.

Bjarnegård, E. et al. 2024b. Sexual corruption is abuse of power - and there's more to it than 'sextortion' alone, U4 Anti-Corruption Resource Centre.

Boehm, F. et Sierra, E. 2015. L'impact de la corruption sur les femmes, U4 Brief.

Bolzendahl, C. 2009. Making the implicit explicit : Gender influences on social spending in twelve industrialized democracies, 1980-99, Social Politics, vol.16(1), pp.40-81

Brollo, F., et Troiano, U. 2016. Que se passe-t-il lorsqu'une femme gagne une élection ? Evidence

[from close races in Brazil](#), Journal of Development Economics, vol.122, pp28-45,

Bullock, J. et Jenkins, M. 2020. [Corruption et marginalisation](#). Transparency International.

Caarten, A.B. et al. 2022. [The intersection of corruption and gender-based violence : Examining the gendered experiences of sextortion during migration to South Africa](#), African Journal of Reproductive Health, vol.26(6)

Camacho, C. 2023. [Risques de corruption dans le domaine de la santé maternelle et périnatale](#). Transparency International et U4 Anti-Corruption Resource Centre.

Carnegie, S. 2019. [Sextorsion : Un crime de corruption et d'exploitation sexuelle](#), Londres : International Bar Association.

Cigane, L. et Ohman, M. 2014. [Political Finance and Gender Equality](#), IFES White Paper Series.

Coleman, M. et al. 2024. [When sex is demanded as payment for health-care services](#), The Lancet Global Health, vol.12(7), pp.1209-1213

Cooper, R. et Cushing, J. 2020. [The Ignored Pandemic behind COVID-19 : the impact of corruption on healthcare service delivery \(La pandémie ignorée derrière COVID-19 : l'impact de la corruption sur les services de santé\)](#), Transparency International.

Cooper, R. et al. 2019. [The Ignored Pandemic : How corruption in healthcare service delivery threatens Universal Health Coverage \(La pandémie ignorée : comment la corruption dans la prestation des services de santé menace la couverture sanitaire universelle\)](#), Transparency International.

Correa Martinez, W. et Jetter, M. 2016. [Isolation de la causalité entre le genre et la corruption : Une approche IV](#). Paris : Centre de recherche en économie et finance.

De Barros Reis, C. et al. 2024. [Revisiting the nexus between corruption and gender : does women's political participation in parliament matter](#)", International Review of Applied Economics.

de Castro, T.L. 2018. [Exposer et prévenir la sextorsion dans le système judiciaire](#), UNODC.

Devrim, D. 2021. [The gendered impact of corruption in the Albanian health care and tertiary education sectors](#), OSCE

Diaz, G. et Piazza K.S. 2021. [Women Held Back : L'effet dépressif des barrières institutionnelles et normatives sur la représentation des femmes dans les contextes corrompus](#).

Dollar, D. et al. 2001. [Are women really the 'fairer' sex ? Corruption and women in government](#), Journal of Economic Behavior & Organization, vol.46, pp423-429.

Eagly, A. H., et Wood, W. 2016. Social role theory of sex differences, in M. Baker (eds.), [The Wiley Blackwell Encyclopaedia of gender and sexuality studies](#).

Eggers, A. et al. 2018. [Corruption, Accountability, and Gender : Do Female Politicians Face Higher Standards in Public Life ?](#)", The Journal of Politics, vol.80(1)

Eldén, A., et al. 2020. [Sextorsion : corruption and gender-based violence](#), EBA Report 2020:06. Suède : Groupe d'experts pour les études sur l'aide (EBA).

Ellis, A., et al. 2006. [Gender and Economic Growth in Uganda : Unleashing the Power of Women](#), Washington, DC : Banque mondiale.

Ennsner-Jedenastik, L. 2017. [How women's political representation affects spending on family benefits](#), Journal of Social Policy, vol.46(3), pp563-581.

Esarey, J. et Schwindt-Bayer, L.A. 2017. [Women's representation, accountability and corruption in democracies](#), British Journal of Political Science, 48(3), pp659-690.

Feather, G. 2022. [Sustaining the patriarchal bargain in Morocco : the normalization of Moroccan gendered judicial corruption](#), in Kubbe, I. et Merkle, O. (eds), Norms Gender and Corruption.

France, G. 2022. [Criminaliser la sextorsion : défis et alternatives](#), Transparency International.

Franceschet, S. et Piscopo, J.M. 2013. [Sustaining Gendered Practices ? Power, Parties, and Elite Political Networks in Argentina](#), Comparative Political Studies, vol.47(1), pp. 85-110.

Gallagher, J. et al. 2023. [Female surgeons sexually assaulted while operating](#). BBC.

Galli, E., et al. 2016. [La corruption affecte-t-elle l'accès au crédit bancaire pour les entreprises dirigées par des femmes et les petites entreprises ? Evidence from European SMEs](#).

Réseau mondial d'intégrité judiciaire. 2019. [Questions d'intégrité judiciaire liées au genre](#).

Goetz, A. 2007. [Political cleaners : Women as the new anti-corruption force ?](#), Development and Change, vol.38(1), pp87-105.

Goetz, A., et R. Jenkins. 2004. Réinventer la responsabilité : Making Democracy Work for Human Development. Springer.

Grimes, M. et Wangnerud, L. 2015. Le bon gouvernement au Mexique : La pertinence de la perspective de genre.

Habib, M. et al. 2021. Les défis de la santé des femmes en Afrique subsaharienne : Lessons learned from an integrative multistakeholder workshop in Gabon, *Journal of Global Health*, vol.11.

Hagglund, K. et Khan, F. 2024. The Gendered Impact of Corruption : Women as Victims of Sextortion in South Africa, *Journal of Anti-Corruption Law*, vol.7.

Hlongwane, P. 2017. La sextorsion dans les institutions du secteur public sud-africain : An Ethical and Moral Dilemma, *Administratio Publica*, vol.25(2), pp 7-25.

Hsiao, A. et al. 2019. Effet de la corruption sur les difficultés perçues dans l'accès aux soins de santé en Afrique subsaharienne, *PLoS One*, vol.14(8)

Hutchinson, E. et al. 2019. Qu'est-ce qui pousse les agents de santé à enfreindre les règles et à utiliser les ressources publiques à des fins privées ? A review of the literature on sub-Saharan Africa, Université de Londres SOAS, Anti-Corruption Evidence (ACE), Document de travail 9.

Association internationale des femmes juges (IAWJ). 2012. Stopping the abuse of power through sexual exploitation : naming, shaming and ending sextortion (Mettre fin à l'abus de pouvoir par l'exploitation sexuelle : nommer, dénoncer et mettre fin à la sextorsion).

Union interparlementaire (UIP). 2024. Moyennes mondiales et régionales des femmes dans les parlements nationaux.

Jassal, N. 2020. Gender, Law Enforcement, and Access to Justice : Evidence from All-Women Police Stations in India, *American Political Science Review*, vol.114(4).

Jha, C., et Sarangi, S. 2018. Women and corruption : Quels postes doivent-elles occuper pour faire la différence ?, *Journal of Economic Behavior and Organization*, vol.151(1), pp219-233.

J-PAL. 2015. L'impact des transferts de fonds ciblés sur le genre en Macédoine du Nord.

Fédération kenyane des femmes juristes. 2007. Failure to Deliver : Violations des droits humains des femmes dans les établissements de santé kenyans.

Kirya, M.T. 2019. Promouvoir la prévention de la corruption, la transparence et la responsabilité dans le recrutement et la promotion des agents de santé pour préserver les résultats sanitaires, *Global Health Action*, vol.13.

Kremmer, S. 2020. Born in Corruption : Maternity Care after the Change of System in Hungary, *Analyze Journal of Gender and Feminist Studies*, vol.15(29)

Krook, M.L. 2020. La violence contre les femmes en politique. Oxford : Oxford University Press

Lundgren, S., et al. 2023. "Sextortion : linking sexual violence and corruption in a Nordic context", in Lundqvist, M. et al. (eds) Re-imagining sexual harassment, pp.129-152.

Malik, A. 2021. The Importance of Women in the Judiciary to Integrate the Gender Perspective and Bring Equal Visibility (L'importance des femmes dans le système judiciaire pour intégrer la perspective de genre et apporter une visibilité égale), ONUDC.

Maslen, C. 2024. Perspectives théoriques contemporaines sur la corruption. Transparency International et U4 Anti-Corruption Resource Centre.

McDevitt, A. 2022. À vos marques, prêts ... Stop ! Comprendre et mettre fin à la sextorsion dans le sport. Transparency International.

McDonald, E. et Jenkins, M. 2021. Défier l'exclusion : Stories and insights on the links between discrimination and corruption (Histoires et perspectives sur les liens entre la discrimination et la corruption). Transparency International et Equal Rights Trust.

McGranahan, M. et al. 2021. Realising sexual and reproductive health and rights of adolescent girls and young women living in slums in Uganda : a qualitative study, *Reproductive health*, vol.18(125)

Merkle, O. 2022. Anti-corruption et genre : le rôle de la participation politique des femmes, Westminster Foundation for Democracy.

Merkle, O. 2024. Sextortion, dans de Sousa et Corrado (eds), *Elgar Encyclopedia of Corruption and Society*.

Merkle, O. et Wong, P.H. 2020. It is all about power : Corruption, patriarcat et participation politique des femmes, dans *Women and Sustainable Human Development : Empowering Women in Africa*, pp. 353-368.

Merkle, O. et al. 2017. Une perspective de genre sur la corruption rencontrée lors des migrations forcées et irrégulières.

Merkle, O. et al. 2023. When vulnerabilities are exploited-The role of sextortion in the WASH sector in Bangladesh, *Frontiers in Water*, vol.5

Mpambije, C.J. 2017. La mauvaise santé maternelle et infantile en Tanzanie au milieu de l'abondance : Examen des grands scandales de corruption en Tanzanie de 2005 à 2015.

Muldoon, K.A. et al. 2011. Les déterminants du système de santé de la mortalité infantile, juvénile et maternelle : A cross-sectional study of UN member countries. *Global Health*, 7, 42.

Mumporeze, N. et al. 2019. Passons une nuit ensemble ; j'augmenterai ton salaire : une analyse du phénomène de sextorsion dans la société rwandaise, *Journal of Sexual Aggression*, vol.27(1), pp.120-137.

Mywangi, J., Muna, W. et Naituli, G. 2022. Gender stereotypes and corruption in devolved systems of government : evidence from local governments in Kenya, in Kubbe, I. et Merkle, O. (eds), *Norms Gender and Corruption*.

Naher, N. et al. 2020. The influence of corruption and governance in the delivery of frontline health care services in the public sector : a scoping review of current and future prospects in low and middle-income countries of south and south-east Asia, *BMC Public Health*, vol.20(880)

Nawaz, F. et Chêne, M. 2009. Genre, corruption et santé. Transparency International et Anti-Corruption Resource Centre.

NDP-SIWI Facilité pour la gouvernance de l'eau. 2017. Les femmes et la corruption dans le secteur de l'eau : Theories and Experiences from Johannesburg and Bogotá, *Water Governance Facility Report No. 8*.

Niyonkuru, A-P. 2021. Genre et accès à la justice au Burundi : normes contradictoires, lacunes de la loi et rôle des juges, *The Journal of Legal Pluralism and Unofficial Law*, vol.53(3)

Nyamu-Musembi, C. 2007. Gender and Corruption in the Administration of Justice, dans Transparency International (eds.), *Rapport mondial sur la corruption 2007 : Corruption in Judicial Systems*, pp121-128.

OCDE. 2023. Panorama des administrations publiques 2023 : L'égalité des sexes dans le système judiciaire.

Onwujekwe, O. et al. 2018. La corruption dans le secteur de la santé en Afrique de l'Ouest anglophone : Common forms of corruption and mitigation strategies, Université de Londres SOAS, *Anti-Corruption Evidence (ACE)*, Document de travail 5.

Organisation des États américains (OEA). 2022. Impacts de la corruption sur les droits des femmes dans les Amériques - Un agenda en construction.

Ortega, B. et al. 2020. Illicit financial flows and the provision of child and maternal health services in low- and middle-income countries, *BMC International Health and Human Rights*, vol.20.

OSCE. 2021a. L'extorsion sexuelle en tant qu'acte de corruption : Réponse juridique et institutionnelle.

OSCE. 2021b. Genre et corruption : Que savons-nous ?

Ouedraogo, I. et al. 2024. Corruption dans le secteur de la santé et accès aux soins en Afrique.

Pandolfelli, L.E., et J.M. Shandra. 2013. Le Fonds monétaire international, l'ajustement structurel et la santé des femmes : A Cross-National Analysis of Maternal Mortality in Sub-Saharan Africa, *The Sociological Quarterly*, vol.55(1), pp.119-142.

Pereira, F.B. 2020. Do Female Politicians Face Stronger Backlash for Corruption Allegations ? Evidence from Survey-Experiments in Brazil and Mexico, *Political Behavior*, vol.43, pp.1561-1580

Petherick, A. 2019. Révision de l'offre et de la demande : La participation et la performance électorales des femmes là où les partis sont diversifiés, où le personnalisme prévaut et où la corruption est monnaie courante.

Pinzón-Flórez C.E. et al. 2015. Déterminants de la performance des systèmes de santé en matière de santé maternelle et infantile : A global approach. *PLoS ONE* 10(3).

Proetica. 2017. Enquête nationale sur les perceptions de la corruption au Pérou.

Rheinbay, J. et Chêne, M. 2016. Guide thématique sur le genre et la corruption. Transparency International.

Ruiz-Cantero, M.T. 2019. L'engagement de la gouvernance pour réduire la mortalité maternelle. Un déterminant politique au-delà de la richesse des pays, *Health and Place*, vol.57, pp.313-320.

Schoeberlein, J. 2021. Corruption et droit à la santé sexuelle et reproductive en Afrique subsaharienne, Transparency International et U4 Anti-Corruption Centre.

Sen, G. et al. 2007. Inégal, injuste, inefficace et inefficent. Inégalité des sexes en matière de santé : Pourquoi elle existe et comment nous pouvons la changer.

Smith, A. R. 2014. [Cities where women rule : Female political incorporation and the allocation of community development block grant funding](#), Politics and Gender, vol.10(3), pp.313-340.

Sommer, J. 2019. [Corruption et dépenses de santé : A Cross-National Analysis on Infant and Child Mortality](#), The European Journal of Development Research, vol.32, pp.690-717.

Soyaltin-Colella, D. et Melis Cin, F. 2022. [Gendering women's political representation and good governance in the EU ? A feminist approach against informal norms of corruption in Kubbe, I. et Merkle, O. \(eds\), Norms Gender and Corruption](#),

Stensöta, H. et Wängnerud, L. 2018. [Why Expect a Link Between Gender and Corruption ?](#), in Stensöta, H. et Wängnerud, L. (eds), Gender and corruption : historical roots and new avenues for research. Londres : Palgrave, Springer International Publishing.

Stepurko, T. et al. 2015. [Making Patients Pay : Informal Patient Payments in Central and Eastern European Countries](#), Frontiers in Public Health, vol.3(192)

Stockemer, D. et Sundström, A. 2019. [Corruption et femmes dans les cabinets : Informal barriers to recruitment in the executive](#), Governance, vol.32(1), pp.83-102.

Sundström, A. et Wängnerud, L. 2014. [Corruption as an Obstacle to Women's Political Representation : Evidence from Local Councils in 18 European Countries](#), Party Politics, vol.22, pp1-16.

Sundström, A. et Wängnerud, L. 2021. [Sexual forms of corruption and sextortion : how to expand research in a sensitive area \(Formes sexuelles de corruption et de sextorsion : comment développer la recherche dans un domaine sensible\)](#), Quality of Government Institute.

Transparency International Zimbabwe. 2020. [Genre et corruption au Zimbabwe 2019](#).

Transparency International. 2010. [Corruption et genre dans la prestation de services : The Unequal Impacts](#).

Transparency International. 2014. [Genre, égalité et corruption : Quels sont les liens ?](#)

Transparency International. 2016. [Guide thématique sur le genre et la corruption](#).

Transparency International. 2018. [Les femmes, la terre et la corruption](#).

Transparency International. 2019a. [Les femmes et la corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes](#).

Transparency International. 2019b. [Projets et activités - Terre et corruption en Afrique subsaharienne : Développer des réponses sensibles au genre](#).

Transparency International. 2019c. [Baromètre mondial de la corruption 2019 : Les femmes et la corruption en Amérique latine et dans les Caraïbes](#).

Transparency International. 2019d. [GCB : Moyen-Orient et Afrique du Nord](#).

Transparency International. 2019e. [GCB : Amérique latine et Caraïbes](#).

Transparency International. 2020a. [Briser le silence autour de la sextorsion : Les liens entre le pouvoir, le sexe et la corruption](#).

Transparency International. 2020b. [Comment la corruption façonne-t-elle l'Asie ?](#)

Transparency International. 2021. [Trouver une voix, rechercher la justice : Les obstacles rencontrés par les femmes pour dénoncer la corruption dans l'Union européenne](#).

Tumlinson, K. et al. 2013. [Simulated Clients Reveal Factors that May Limit Contraceptive Use in Kisumu, Kenya](#), Global Health : Science and Practice, vol.1(3), pp.407-16.

Tumlinson, K. et al. 2020. ["Si les gros poissons le font, pourquoi pas moi ici ? Informal Fee Payments and Reproductive Health Care Provider Motivation in Kenya](#), Studies in Family Planning, vol.51(1), pp.33-50

ONU Femmes. 2018. [Boîte à outils du praticien sur la programmation de l'accès des femmes à la justice](#).

ONU Femmes. 2020. [Justice pour les femmes : rapport du groupe de haut niveau](#).

ONU Femmes. 2024. [Les femmes au parlement : Lenteur des progrès vers une représentation égale](#).

PNUD. 2010. [Corruption, responsabilité et genre : Comprendre les liens](#).

PNUD. 2019. [Genre, justice et droit : Maroc](#).

Nations unies. 2023. [Conférence des États parties à la Convention des Nations unies contre la corruption : Traiter les impacts sociétaux de la corruption](#).

Nations Unies. 2024. [Journée internationale des femmes juges : 10 mars](#)

ONUDC. 2020. [Le temps est venu de s'attaquer aux dimensions genrés de la corruption](#).

ONUDC. 2022. [La corruption au Ghana : Expériences et points de vue de la population.](#)

Wangnerud, L. 2015. [Le lien entre le genre et la corruption en Europe.](#)

Watson, K. et Close, E. 2016. [100 Women 2016 : Les femmes mexicaines sont-elles moins corrompues que les hommes ?](#)

Organisation pour le développement de la femme. 2021. [Les femmes en tant qu'agents de changement dans la prévention de la corruption, ONUDC.](#)

Groupe de la Banque mondiale. 2015. [Stratégie du Groupe de la Banque mondiale en matière de genre \(FY16-23\) : Égalité des sexes, réduction de la pauvreté et croissance inclusive](#), Washington, DC : Banque mondiale.

Vision Mondiale. 2016. [Pas de honte dans la justice : Addressing Stigma against Survivors to End Sexual Violence in Conflict Zones \(Prévenir la stigmatisation des survivants pour mettre fin à la violence sexuelle dans les zones de conflit\)](#). Londres : World Vision UK.

Żemojtel-Piotrowska, M. et al. 2017. [Corruption et scandale sexuel : The Importance of Politician Gender](#), *Anales de Psicología*, vol.33(1), pp.133-141

Zúñiga, N. 2020. [Sensibilité au genre dans les rapports de corruption et les dénonciations.](#) Transparency International et U4 Anti-Corruption Resource Centre.

Clause de non-responsabilité

Toutes les opinions exprimées dans ce texte sont celles de l'auteur et peuvent différer des politiques des agences partenaires de l'U4.

Creative commons

Ce travail est placé sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0.

Licence internationale (CC BY-NC-ND 4.0)



La corruption nuit au développement durable et inclusif. C'est un défi à la fois politique et technique. Le Centre de ressources anti-corruption U4 (U4) s'efforce de comprendre et de contrer la corruption dans le monde entier.

U4 fait partie de l'Institut Chr. Michelsen (CMI), un institut indépendant de recherche sur le développement en Norvège.

www.u4.no

u4@cmi.no

Agences partenaires de l'U4

Société allemande pour la coopération internationale - GIZ

Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement - BMZ

Affaires mondiales Canada

Ministère des affaires étrangères de Finlande

Ministère des affaires étrangères du Danemark / Danish International Development Assistance - Danida

Agence norvégienne de coopération au développement - Norad

Agence suédoise de coopération internationale au développement - Sida

Agence suisse pour le développement et la coopération - DDC

UK Aid - Bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement